DIAL 2844

COLOMBIE - La drogue, toujours la drogue. Aucune baisse à signaler, ni dans la consommation, ni dans la production.

Constanza Vieira

jeudi 1er décembre 2005, mis en ligne par Dial

Washington a déclaré il y a trente ans que la Colombie était le premier producteur mondial de cocaïne. Trente ans après, la politique d'éradication des cultures illicites est l'objet de critiques de plus en plus nombreuses de la part des experts mondiaux. Article de Constanza Vieira, IPS, 5 novembre 2005.

Après plus de 40 milliards de dollars dépensés par Washington en Colombie pendant 25 années de combat contre le trafic de drogues, ce pays reste encore le champion de la cocaïne, il est un producteur important d'héroïne, les prix des drogues sont plus faibles que jamais et, pour compléter le panorama, l'assistance états-unienne s'est militarisée. La « guerre contre les drogues », qui a vu le jour après la fin de la guerre froide avec la décomposition en 1991 de l'Union soviétique, devrait plutôt s'appeler « la politique d'interdiction des drogues », selon Ethan Nadelmann, directeur de l'Alliance pour les politiques de la drogue, groupe non gouvernemental dont le siège est à New York.
Cette stratégie cherche à s'en prendre à la production de drogues pour parvenir à faire baisser l'offre, à faire monter les prix et, de cette façon, à décourager la consommation des Nord-Américains, qui sont les principaux consommateurs du monde.

Mais Coletta Youngers, du Bureau non gouvernemental des Affaires latino-americaines (WOLA) dont le siège est à Washington, a montré crûment la réalité dans le séminaire « Trafic de drogues : relations entre l'Amérique latine, l'Europe et les Etats-Unis » réalisé à l'Université métropolitaine de Los Andes de Bogotá pendant la dernière semaine d'octobre, auquel a aussi assisté E. Nadelmann.

« La quantité et la disponibilité de cocaïne et d'héroïne restent abondantes aux Etats-Unis, où les prix sont à des niveaux historiquement bas, et la consommation, si elle n'est pas en augmentation, reste stable » a-t-il souligné.

Youngers a rappelé qu'en février le Département de la justice des Etats-Unis a indiqué que « des indicatrices clefs sur la disponibilité nationale de cocaïne montrent une stabilité ou un accroissement léger du marché des drogues dans le pays ».

Selon Youngers, le virage militariste de l'aide extérieure à Bogotá a commencé en 1989, avec l'Initiative andine antidrogue de l'Administration américaine de George Bush, père de l'actuel président de ce pays.

À partir de 2000, le Plan Colombie a fourni des hélicoptères de combat, de l'armement, des fournitures militaires et de la technologie pour les renseignements, ainsi que du personnel conseiller, des produits et aéronefs pour la fumigation des cultures, pour une quantité supérieure à 4 milliards de dollars. 80% de l'assistance états-unienne à la Colombie est destinée au secteur militaire, au combat antidrogue et, à

partir de 2001, à la guerre contre-insurrectionnelle, a remarqué Youngers.
Aujourd'hui, a-t-il ajouté, « la Colombie est la menace terroriste principale (en Amérique) pour les Etats-Unis, selon la rhétorique enflammée utilisée par le Commando Sud » de l'armée de ce pays.
Les profits de la drogue constituent, pour toutes les parties qui interviennent dans le long conflit interne colombien, le combustible stratégique tant pour la guérilla de gauche que pour les paramilitaires d'extrême droite qui appuient les forces de sécurité de l'Etat.
Les deux organisations armées illégales ont été inclues par le gouvernement états-unien de George W Bush sur sa liste d'organisations terroristes. Le général John Craddock, chef du Commando Sud des Etats-Unis, « visite plus souvent les pays latino-américains que les fonctionnaires du Département d'Etat. Il a plus de trois mille fonctionnaires, tandis que dans d'autres organisations dépendant de l'Etat la tendance est à la réduction du personnel », a dit Youngers.

Craddock « parle de menaces terroristes et de déstabilisation pour justifier la militarisation d'une série de questions (comme le trafic de drogues), qui seraient mieux gérées par des civils », assure-t-il.
Actuellement « on ne connaît pas l'ampleur exacte des activités des unités et des bases états-uniennes existant dans la région, avec entre 8 500 et 10 000 soldats états-uniens, sans compter ceux qui sont en Colombie », officiellement 800, plus 600 sous contrat, selon Youngers.
Pour l'Italien Sandro Calvani, responsable dans ce pays du bureau spécialisé de l'ONU, on pourrait mettre fin à l'affaire moyennant un accord national qui mettrait en priorité la solution à donner aux causes de la culture et de la production de drogues dans toutes les politiques du pays sur le plan national et local.

Sandro Calvani, représentant en Colombie du Bureau de l'ONU contre la drogue et le crime (UNODC), considère la concentration de la propriété de la terre comme « une des principales causes » structurelles de l'existence de plantations illégales en Colombie.

Dans le séminaire, le diplomate a indiqué que dans ce pays de 43 millions d'habitants, « 0,4% des propriétaires possèdent 61,2% de la surface rurale enregistrée au cadastre », tandis que 85% des paysans vivent dans la pauvreté. Cette concentration de terres, contre laquelle on ne voit jusqu'à présent aucune politique de la part de l'Etat, contribue à ce que des milliers de chefs de foyers aillent continuellement au-delà de la frontière agricole, en détruisant les forêts et les bois pour survivre, chaque fois plus éloignés de tous les services de l'Etat.
Tandis que l'Institut national états-unien contre l'abus de drogues enregistre que la consommation de cocaïne parmi les élèves de l'enseignement secondaire de ce pays a crû entre 2001 et 2004, le président Bush veut consacrer des millions de dollars supplémentaires pour coopérer à la fumigation aérienne des cultures illicites et à d'autres opérations antidrogue en Colombie.

Dans ce pays andin, fournisseur de 90% de la cocaïne et de 50% de l'héroïne commercialisées aux Etats-Unis, les cultures qui sont fumigées « changent » de lieu, et les diminutions globales enregistrées sont insignifiantes pour beaucoup d'experts.

Les statistiques du Département d'Etat états-unien montrent qu'on a jusqu'à présent fumigé 6 825 kilomètres2 en Colombie depuis 1996, année où les cultures illégales recouvraient seulement 672 kilomètres. En 1999, cette surface avait doublé, et en 2001 on a enregistré le chiffre record de 1 698 kilomètres2.

Après les campagnes intenses de fumigation décidées par le gouvernement de droite d'Alvaro Uribe, qui est arrivé au pouvoir en août 2002, la surface cultivée illégalement a diminué pour atteindre 1 140 km2 en 2003. Selon Uribe, les cultures de la drogue ont détruit en Colombie 17 000 kilomètres2 de forêt ordinaire ainsi que de forêts dites « de brouillard » [1].

Mais à cette destruction – à laquelle s'ajoute les eaux polluées par des produits chimiques de haute toxicité utilisés pour produire la pâte de base de la cocaïne - on ajoute celle causée par l'Etat lui-même par des fumigations opérées dans le cadre du Plan Colombie. Ce programme antidrogue a progressivement augmenté la concentration de produits chimiques utilisés pour la défoliation, au point que, en 2003, on appliquait une dose presque 500 fois plus grande à celle recommandée par le producteur transnational Monsanto, selon le Groupe interdisciplinaire Politique et atmosphère.

Les opérations de fumigation sont hautement imprécises. Selon Ricardo Vargas, sociologue directeur d'Acción Andina, « pour éradiquer effectivement un hectare de coca il a fallu (en 2003) fumiger 11,33 hectares ». La proportion tend à augmenter du fait que les cultures sont chaque fois plus petites et se dissimulent davantage.

Entre 2001 et 2004, l'aide états-unienne pour le Programme d'éradication aérienne est passée de 49,1 millions de dollars à 441,8 millions. Cinq ou six hélicoptères armés escortent chaque opération de fumigation, plus un autre de secours pour décourager les vigiles armés des plantations illégales. 60% des prestations militaires sous-traitées du Plan Colombie sont fournies par la firme privée Dyncorp, qui est aussi partenaire dans l'invasion états-unienne en Iraq.

Mais les paysans et les colons cocaleros colombiens « ne se découragent pas », selon une analyse conjointe d'Adam Isacson, du Center for International Policy, à Washington, et de John Myers, boursier Fulbright en Colombie.

« De fait, on sème de la coca plus que jamais. (…) La production en Colombie, définie comme coca éradiquée et coca non éradiquée, a augmenté de 36% depuis 2000 », signalent les deux experts. Quelque 100 000 familles s'adonnent à la culture de la coca en Colombie, selon l'UNDOC.

Ils sèment les semences, installent les serres, récoltent les feuilles de la plante de coca et les soumettent à un premier traitement rudimentaire jusqu'à l'obtention de la base de la drogue.

Les cocaleros eux-mêmes ne se considèrent pas comme des trafiquants bien qu'ils sachent que leur travail est illégal. Dans beaucoup de régions, ils recherchent avec angoisse mais sans succès d'autres sources de revenus pour survivre.

Aujourd'hui, comme il y a 30 ans, ces petits producteurs font face à un isolement géographique qui les empêche de commercialiser avec succès d'autres produits et ils continuent de ne pas jouir des droits de base, droits sociaux et droit du travail.

Anne Patterson, lors de son audition pour la confirmation de sa désignation comme nouvelle secrétaire d'Etat devant le Comité des relations extérieures du Sénat des Etats-Unis pour les affaires de narcotrafic international, a annoncé le 26 octobre que son pays renforcerait le programme de fumigation, bien qu'elle étudiât sa « nationalisation » pour que la Colombie le prenne en charge.

Selon Anne Patterson, dans le cadre du Plan Colombie ont été fumigés l'an passé 1 300 km2 de cultures et, à la mi-octobre, on avait atteint le record de 1 220 km2.

Anne Patterson, qui fut ambassadrice de Washington à Bogotá entre 2000 et 2003, et Andrés Pastrana, président de la Colombie de 1998 à 2002 sont les principaux acteurs de la gestion de l'intervention des Etats-Unis, moyennant le Plan Colombie.

Aujourd'hui, Pastrana, nommé récemment ambassadeur à la Maison Blanche, a annoncé qu'il gèrerait le « Plan Colombie II », car le premier se terminera en 2005, tandis que Uribe fait savoir que son pays doit être « le leader dans la déroute mondiale des drogues ».

La représentante de WOLA a déclaré : « Nous pouvons continuer à gaspiller de l'argent dans une politique vouée à l'échec ou nous pouvons nous concentrer sérieusement sur la réduction de la demande de drogues aux Etats-Unis et la production en Amérique latine, en appuyant des programmes durables de développement économique et en promouvant le renforcement de l'Etat de droit dans les pays où les mafias de trafiquants corrompent et menacent les gouvernements des institutions. »

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 2844.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : IPS, 5 novembre 2005.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial) et l’adresse internet de l’article.

Notes

[1] C’est-à-dire située à très haute altitude] dans des zones classées comme relevant de la biodiversité la plus dense du monde.